

# *Soyons toutes et tous des ingouvernables !*

**Pour Macron, au lendemain de ce deuxième tour des législatives, c'est la gueule de bois ! Avec seulement 234 députés alors qu'il lui en faudrait 289, il n'a pas de majorité absolue au Parlement. En face, se dressent des oppositions qui se disent farouches : d'un côté quelque 140 députés de la Nupes, de l'autre quelque 90 députés d'un RN qui a gagné non seulement en sièges mais en voix. Reste quelque 75 députés de la droite classique, que Macron va tenter de draguer, à quel prix ? Les médias dramatisent en parlant de « séisme », de « tremblement de terre », d'« état de siège à l'Assemblée », de « France ingouvernable ».**

## ***Les absents n'ont pas toujours tort***

Un très fort taux d'abstention a encore marqué : 54 % de l'électorat ne s'est pas déplacé. On n'a pas fini de s'interroger pour savoir si c'est par colère contre un système prétendu démocratique mais qui ne change jamais rien à la vraie vie des classes populaires, et même la pourrit. Ou si c'est par simple « je m'en foutisme ». À titre d'exemple : entre l'élan vers Mélenchon de certains quartiers populaires au premier tour de la présidentielle et les scores de la Nupes aux législatives dans les mêmes quartiers, la moitié des voix se sont perdues. D'électeurs qui se sont manifestement abstenus, les illusions n'étant pas au rendez-vous.

## ***Parlons de la Nupes***

Il ne nous est pas indifférent que l'union de la gauche reconstituée autour de Mélenchon marque quelques points en nombre de députés à l'Assemblée. Une femme de chambre va entrer au palais Bourbon, la première certainement qui n'y entre pas pour faire le ménage – ce qui en dit long sur leur démocratie ! Mais cette gauche relookée par son union (entre PCF, PS et Verts derrière la FI), n'a pas fait beaucoup plus de voix que les scores cumulés de ses composantes aux élections précédentes de 2017. Et pour ce qui est de son radicalisme, il a ses limites. Ses porte-parole ont protesté contre la diabolisation dont ils auraient été victimes de la part de la Première ministre Elisabeth Borne. Que non, s'écrie Clémentine Autain sur France 2, « je ne suis pas d'extrême gauche » ! Si les députés de la Nupes étaient des révolutionnaires, il est certain qu'ils ne se poseraient pas en force d'opposition strictement parlementaire, en force d'obstruction purement institutionnelle. Ils en appelleraient aux luttes des travailleurs, dans les entreprises et dans la rue. Ce qui n'est pas le cas.

## ***Parlons de l'extrême droite***

Le RN de Marine Le Pen ne passe pas seulement de 8 à 90 députés. L'extrême droite engrange près de deux millions de voix supplémentaires dans ces législatives, dont l'apport de Zemmour. Bien sûr la détestation de Macron a joué. Mais Marine Le Pen, par-delà sa démagogie sociale, a rappelé les fondamentaux anti-ouvriers du RN : un parti de l'ordre social (de défense de la propriété privée patronale), un parti de renforcement des forces de sécurité (armée et police), un parti raciste qui agite la haine des immigrés : une arme contre les travailleurs qu'elle voudrait diviser selon leurs origines.

## ***Règlements de compte au palais Bourbon ou grève générale ?***

Et nous ? Nos retraites ? Nos embauches en masse dans les services publics à commencer par les hôpitaux et les écoles où les situations sont dramatiques ? Nos emplois et conditions de travail ? Nos salaires qui ne suivent pas une inflation qui devient folle ? Macron semble craindre nos réactions face à son projet de départ en retraite à 65 ans : même le congrès de la CFDT semble vent debout contre ! Alors il annonce un texte sur le pouvoir d'achat, à proposer au Parlement dès juillet. Mais comment améliorer notre niveau de vie sans augmentation générale et importante des salaires ? Est-ce que ce seront les députés qui vont nous donner ça ou les patrons auxquels il va falloir l'arracher ? Par des petits pugilats au Parlement ou par une grève qui deviendrait générale ? Poser la question c'est y répondre.

Il va bien falloir que, par nos luttes, nous rendions la France des riches ingouvernable. Tandis que nous arracherons dans et par ces luttes les moyens de nous gouverner nous-mêmes.

## **Piège de Cristallin**

Au Cristallin, la « start-up » maison de Renault supposée être à la pointe de la modernité, la direction s'illustre par ses pratiques de management digne de l'Ancien Régime !

En 2019, un de nos collègues, après avoir été placardisé à cause d'un « mindset » pas comme il faut et avoir résisté aux pressions pour le faire démissionner, s'est retrouvé plongé dans une véritable cabale judiciaire orchestrée par ses chefs. Accusé faussement de « vol » de matériel et « d'abus de confiance », son domicile a été perquisitionné par la police devant sa famille et lui-même placé en garde-à-vue. Après plusieurs années de procédure judiciaire, il a finalement été totalement relaxé par la justice... non sans que les juges aient pointé du doigt une enquête menée à charge par des policiers, visiblement sous pression des responsables de Renault.

En dépit du scandale des faux « espions chinois », il semble que beaucoup encore des dirigeants de Renault n'aient pas renoncé à user de méthodes de barbouzes pour se débarrasser des salariés gênants !

## **Troubles psycho-moteurs**

Mis en demeure en mai dernier, par près de 1 100 automobilistes, victimes de pannes majeures de moteur, de communiquer les documents techniques et d'entamer des négociations pour les indemniser, Renault a courageusement décidé... de ne rien répondre du tout ! Une tactique visant explicitement à jouer la montre pour décourager les plaignants.

Une attitude qui correspond bien à la culture des dirigeants du groupe vis-à-vis de ses salariés comme de ses clients : après avoir mis sur le marché un produit défectueux pour tenir des délais impossibles, Renault refuse d'admettre ses responsabilités.

## **Notre ami le Roi**

Et une bonne idée de plus ! Renault a annoncé le 1<sup>er</sup> juin un accord d'approvisionnement en cobalt avec... le Maroc ! À l'heure où le groupe doit se désengager en catastrophe de Russie et où le dérèglement climatique fait sentir ses conséquences en France, Renault choisit donc de renforcer son alliance avec un autre régime corrompu et répressif pour extraire des ressources naturelles de manière très polluante ! Mais le directeur des achats Renault s'est empressé de rassurer les médias : l'extraction sera à « bas carbone »... Le roi du Maroc y veillera sans doute en personne !

## **Le Vert à moitié vide**

Alors que le parlement européen a décidé l'interdiction des voitures thermiques d'ici 2035, le gouvernement a, lui, décidé de baisser de 1 000 euros

dit « écologique ». Mais pendant ce temps, les grands constructeurs automobiles, dont Renault, font flamber les prix des voitures électriques en mettant en avant les difficultés d'approvisionnement en lithium et autres produits rares nécessaires aux batteries ! Ainsi en France, le prix des Renault Zoé d'entrée de gamme augmente de 900 euros sans que les voitures reçoivent aucune modification.

La « transition écologique » tant vantée par le gouvernement et Renault ne risque pas d'aller très loin si rouler en voiture électrique devient un luxe réservé aux riches !

## **Le 21<sup>e</sup> siècle sera chaud**

La canicule de la semaine dernière a rendu intenable les conditions de millions d'entre nous. Personne n'ignore pourtant que des vagues de chaleur de plus en plus fréquentes nous sont promises dans les prochaines décennies. Mais pour l'instant, rien – commencer par le Code du travail muet sur le sujet – ne contraint les employeurs à adapter locaux, procédures et temps de pause.

Nous ne pouvons compter que sur nos mobilisations pour éviter de surchauffer au travail... et mettre le feu aux fesses du patronat et de l'État, sur cette question-là comme sur les autres !

## **Pénurie de travailleurs ou de moyens ?**

C'est l'alerte généralisée : après les hôpitaux qui agonisent à cause du sous-effectif, l'état d'urgence est annoncé par les patrons des entreprises de transport scolaires ou de la petite enfance. Il manquerait 8 000 chauffeurs pour la rentrée de septembre et il faudra former 30 000 professionnels pour les crèches. Sans parler des professeurs recrutés à l'arrache, à coups de « job dating ».

Le bas niveau des salaires et la dégradation des conditions de travail sont les causes évidentes de ces problèmes. Il devient vital pour les services publics qu'un mouvement d'ampleur obtienne des conditions de travail et de salaire que seule la lutte imposera.

## **La police tue**

Suite à la mort de deux jeunes hommes le 24 avril sur le Pont-Neuf à Paris, les révélations dans la presse et la reconstitution organisée vendredi dernier mettent en cause la thèse de la légitime défense invoquée par le policier, qui a tiré à dix reprises avec un fusil mitrailleur : ses balles mortelles ont atteint les victimes par le côté et l'arrière, et manqué de tuer ses propres collègues.

Deux semaines après la mort de Rayana dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, on ne peut que constater que la légitime défense des policiers s'apparente plutôt à un permis de tuer les jeunes des classes populaires.